



D'où proviennent
LES
DIVERGENCES ?

Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades.

EDITORIAL DU *RENMIN RINBAO* - 1963

D'où proviennent les divergences ? - Réponse à
Maurice Thorez et d'autres camarades - 1963

Editorial du Renmin Ribao, 27 février 1963

Le camarade Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français, et certains autres camarades de ce Parti jouent un rôle marquant dans l'actuel contre-courant dirigé contre le Parti communiste chinois et d'autres partis frères et qui sape l'unité du mouvement communiste international.

Depuis fin novembre 1962, Maurice Thorez et d'autres camarades ont fait de nombreuses déclarations attaquant le Parti communiste chinois et d'autres partis frères, et publié un grand nombre de documents intérieurs traitant des questions en cause. Les principaux de ces documents et déclarations sont :

- Le discours de Maurice Thorez du 14 décembre 1962 au Comité central du Parti communiste français ;
- L' « information » de Raymond Guyot, membre du Bureau politique du Parti communiste français, donnée le 14 décembre 1962 au Comité central du Parti communiste français, sur les problèmes relatifs à la situation internationale et à l'unité du mouvement communiste et ouvrier international ;
- La résolution adoptée le 14 décembre 1962 par le Comité central du Parti communiste français sur les problèmes relatifs à la situation internationale et à l'unité du mouvement communiste et ouvrier international ;
- L'éditorial écrit par Raymond Guyot pour *l'Humanité*, organe central du Parti communiste français, du 9 janvier 1963 ;
- Un article publié le même jour par l'hebdomadaire *France Nouvelle*, organe central du Parti communiste français, et ayant pour titre : « Guerre, paix et dogmatisme » ;
- Une série de dix articles publiés dans *l'Humanité* du 5 au 16 janvier 1963 et attaquant nommément le Parti communiste chinois ;
- Un article paru le 16 janvier 1963 dans l'hebdomadaire *France Nouvelle*, sous le titre : « A quelle époque vivons-nous ? » ;
- La brochure *Problèmes du mouvement communiste international*, éditée en janvier 1963 par le Comité central du Parti communiste français (recueil de quinze documents consacré aux attaques portées ces trois dernières années par certains dirigeants du Parti communiste français contre le Parti communiste chinois, notamment l'intervention de Maurice Thorez à la Conférence de Moscou des partis frères, en novembre 1960, ainsi que le rapport qu'il fit ensuite à ce sujet au Comité central du Parti communiste français réuni en séance plénière) ;
- Un article de Raymond Guyot dans *l'Humanité* du 15 février 1963.

Le contenu essentiel de ces propos et écrits attaquant le Parti communiste chinois a été publié dans le *Renmin Ribao* du 24 février 1963. Il en ressort que, dans le chœur antichinois de ces derniers temps, dans la compétition à qui attaquera le plus le Parti communiste chinois, Maurice Thorez et d'autres camarades se sont surpassés et ont même dépassé nombre de camarades d'autres partis frères.

En dehors de leur assaut contre le Parti communiste chinois, Maurice Thorez et d'autres camarades ont lancé des attaques perfides contre le Parti du Travail d'Albanie ; ils ont blâmé aussi les partis frères de Corée, de Birmanie, de Malaisie, de Thaïlande, d'Indonésie, du Vietnam, du Japon et s'en sont même pris aux mouvements de libération nationale qui combattent héroïquement l'impérialisme et le colonialisme. Ils prétendent, en des termes tenant de la calomnie, que les positions « sectaires et aventuristes » du Parti communiste chinois « ont trouvé

quelques échos dans certains partis communistes, notamment en Asie, et au sein de mouvements nationalistes », qu'elles « alimentent le 'gauchisme' qui parfois existe dans ces partis et mouvements », etc. Il est vraiment surprenant que certains camarades du Parti communiste français aient adopté pareille attitude à l'égard de la cause révolutionnaire des nations opprimées. Et ils sont vraiment allés trop loin dans ce travail de sape de l'unité du mouvement communiste international.

Il y a longtemps que le Parti communiste chinois estime, et il maintient, qu'il faut, comme cela se doit, résoudre les divergences entre partis frères conformément aux principes des deux Déclarations de Moscou, c'est-à-dire dans le cadre de nos propres rangs, par de larges discussions et consultations menées en toute camaraderie et toute égalité. Nous n'avons pas inauguré la critique publique contre un parti frère, quel qu'il soit, ni provoqué le débat ouvert. Mais c'est mal calculer que d'imaginer que l'on peut profiter de notre juste position, qui consiste à placer par-dessus tout l'intérêt de l'unité contre l'ennemi, pour attaquer publiquement et à loisir le Parti communiste chinois, sans recevoir la riposte méritée.

Nous voudrions dire aux camarades qui attaquent violemment le Parti communiste chinois et d'autres partis frères : les partis frères sont égaux entre eux ; puisque vous vous en êtes pris ouvertement et violemment au Parti communiste chinois, il ne vous appartient pas d'exiger que nous ne répliquions pas ouvertement. De même, puisque vous avez attaqué ouvertement et avec perfidie le Parti du Travail d'Albanie, les camarades albanais ont pleinement le droit de vous répliquer ouvertement, ils ont autant de droits que vous. Actuellement, des camarades de certains partis frères parlent de mettre fin à la polémique ouverte et poursuivent cependant leurs attaques contre le Parti communiste chinois et d'autres partis frères. Pareille attitude à double face revient en fait à ceci : vous vous arrosez le droit d'attaquer les autres et vous interdisez aux autres de répliquer. Mais à cela, vous ne parviendrez jamais. Un vieux proverbe chinois dit : « A la courtoisie, répondre par la courtoisie ; ne pas répondre à la courtoisie, c'est manquer de courtoisie ». Nous croyons qu'il est nécessaire, à ce propos, d'attirer maintenant, et sérieusement, l'attention de ceux qui attaquent le Parti communiste chinois.

Dans leurs attaques contre le Parti communiste chinois, Maurice Thorez et d'autres camarades ont parlé du caractère de notre époque, de la manière de concevoir l'impérialisme, de la guerre et de la paix, de la coexistence pacifique, du passage pacifique et d'autres problèmes. Cependant, un examen tant soit peu attentif montre qu'ils n'ont fait qu'emprunter à d'autres des arguments usés. Il a déjà été répondu à leur argumentation erronée sur le sujet, dans nos éditoriaux « **Prolétaires de tous les pays, unissons-nous contre l'ennemi commun !** », « **Les Divergences entre le camarade Togliatti et nous** » et « **Unissons-nous sur la base des Déclarations de Moscou** », ainsi que dans l'éditorial de la revue *Hongqi* intitulé « **Léninisme et révisionnisme moderne** ». Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir ici.

Mais il faut souligner que dans leurs déclarations, rapports et articles, Maurice Thorez et d'autres camarades se sont étendus à loisir pour déformer les faits, intervertir le vrai et le faux, induire l'opinion publique en erreur, dans l'intention d'endosser au Parti communiste chinois la responsabilité du travail de sape de l'unité du mouvement communiste international et de la création de la scission. Ils ressentent à l'envi que les divergences au sein du mouvement communiste international sont « en particulier le fait des camarades chinois », qu'elles proviennent de ce que les camarades chinois « n'ont pas encore admis au fond les thèses du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ». Ils prétendent aussi que plus le temps nous éloigne de la première et de la deuxième Conférences de Moscou des partis frères, plus la position des camarades chinois « s'écarte des thèses qu'ils avaient cependant approuvées et votées ».

Puisque le camarade Thorez et d'autres camarades ont soulevé la question de la responsabilité des divergences survenues dans le mouvement communiste international, parlons-en !

D'où proviennent, en somme, les divergences au sein du mouvement communiste international ?

Le camarade Thorez et d'autres camarades affirment qu'elles sont nées du fait que le Parti communiste chinois n'a pas admis les thèses du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Cette formulation de Maurice Thorez et des autres camarades constitue par elle-même une infraction aux principes régissant les rapports entre partis frères, principes définis dans les deux Déclarations de Moscou. Suivant ces deux documents, établis en commun, les rapports ; entre partis frères sont basés sur l'égalité et l'indépendance. Nul n'a le droit d'exiger que tous les partis frères admettent les thèses d'un parti donné. Aucune résolution d'un congrès de quelque parti que ce soit ne peut faire fonction de ligne commune du mouvement communiste international ni n'engage les autres partis frères. S'il plaît à Maurice Thorez et aux autres camarades d'accepter les thèses et les résolutions d'un autre parti, c'est leur affaire. Quant au Parti communiste chinois, il a toujours estimé que le seul principe d'action pouvant le lier et lier tous les partis frères ne peut qu'être le marxisme-léninisme, les documents adoptés à l'unanimité par les partis frères et non les résolutions d'un congrès d'un parti frère ou autre chose.

Quant au XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, il a des aspects positifs et il en a aussi de négatifs. Nous avons exprimé notre soutien envers ses aspects positifs. Et pour ce qui est de ses aspects négatifs, c'est-à-dire les points de vue erronés sur certaines importantes questions de principe du mouvement communiste international, nous avons notre opinion. Dans les entretiens entre Partis chinois et soviétique, comme aux réunions entre les partis frères, nous n'avons pas caché notre point de vue et nous l'avons, à plusieurs reprises, exposé de façon claire et précise. Mais dans l'intérêt du mouvement communiste international, nous n'avons jamais discuté ce problème publiquement, et nous n'avons pas l'intention de le faire ici.

Les faits sont éloquents. Les divergences de ces dernières années dans le mouvement communiste international ont surgi uniquement parce que des camarades d'un parti frère ont enfreint la Déclaration de Moscou de 1957, adoptée à l'unanimité par les partis communistes et ouvriers.

On sait que la Conférence de Moscou des partis communistes et-ouvriers tenue en 1957, a, sur la base du marxisme-léninisme, après des consultations faites dans un esprit de camaraderie et grâce aux efforts communs, éliminé certaines divergences qui existaient entre les partis frères, abouti à une unanimité de vues sur d'importants problèmes actuels du mouvement communiste international et élaboré la Déclaration de Moscou. Cette déclaration est le programme commun du mouvement communiste international. Tous les partis frères ont déclaré l'accepter.

Tant que, dans la pratique, tous les partis frères respectaient strictement cette déclaration et n'y avaient pas contrevenu, l'unité du mouvement communiste international aurait pu être renforcée et notre lutte commune être développée.

Après la Conférence de Moscou de 1957, pendant un certain temps, le combat des partis communistes et ouvriers unis contre l'ennemi commun, en premier lieu contre l'impérialisme américain, contre les renégats du marxisme-léninisme, les révisionnistes yougoslaves, se déroula relativement bien et fut fructueux.

Cependant, des camarades d'un parti frère ayant tenté à maintes reprises de placer les résolutions du congrès d'un parti au-dessus de la Déclaration de Moscou de 1957, programme commun des

partis frères, il en résulta inévitablement des divergences au sein du mouvement communiste international. C'est surtout à l'époque des entretiens de Camp David, en septembre 1959, que des camarades d'un parti frère formulèrent au sujet de nombre de problèmes importants touchant à la situation internationale et au mouvement communiste international, toute une série de vues erronées contraires au marxisme-léninisme et qui contreviennent à la Déclaration de Moscou.

Ils ont rejeté la conclusion scientifique de la Déclaration de Moscou de 1957 au sujet de l'impérialisme, source des guerres modernes, qui dit : « Tant que subsiste l'impérialisme, les guerres d'agression conservent un terrain propice. » Et ils n'ont cessé de proclamer que, quoique le système impérialiste et le système d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme survivent encore dans une grande partie du monde, « il existe déjà la possibilité réelle de bannir définitivement et à jamais les guerres de la vie sociale », il est possible d'instaurer « un monde sans armes, sans armées et sans guerres ». Ils ont prédit aussi, à l'époque, que l'année 1960 « s'inscrira dans l'histoire en tant qu'une année où commencera à se réaliser le vœu grandiose de l'humanité pour un monde sans armes et sans armées, un monde sans guerres ».

Ils ont rejeté la thèse de la Déclaration de Moscou de 1957 suivant laquelle, pour prévenir la guerre mondiale, il faut s'appuyer sur la lutte conjuguée du camp socialiste, du mouvement de libération nationale, de la classe ouvrière internationale, du mouvement de masse des peuples pour la paix ; ils ont placé leurs espoirs de sauvegarder la paix mondiale dans la « sagesse » des chefs de gouvernement des grandes puissances, estimé que le destin historique, de l'époque était déterminé, en fait, par quelques « grandes personnalités » et leur « sagesse », et que les rencontres au sommet des grandes puissances pouvaient déterminer et modifier le cours de l'histoire. Ils disent : « Nous avons répété à maintes reprises que seuls les chefs de gouvernement de différents pays, ayant le pouvoir en main, peuvent régler les problèmes internationaux les plus complexes. » Ils ont décrit les entretiens de Camp David comme une « étape nouvelle », une « ère nouvelle » dans les relations internationales, et même comme un « tournant de l'Histoire humaine ».

Ils ont repoussé la thèse de la Déclaration de Moscou de 1957 suivant laquelle l'impérialisme américain est « le centre de la réaction mondiale et est le pire ennemi des masses populaires », et ils se sont attachés avec un zèle tout particulier à louer Eisenhower, chef de file de l'impérialisme américain, disant qu'il est « un homme aspirant sincèrement à la paix », qui « espère sincèrement éliminer l'état de 'guerre froide' », qu'il « se soucie autant que nous pour assurer la paix ».

Ils sont allés à l'encontre du principe léniniste sur la coexistence pacifique entre les deux systèmes sociaux différents, tel qu'il se trouve dans la Déclaration de Moscou de 1957, et ont interprété la coexistence pacifique comme n'étant rien d'autre qu'une lutte idéologique et une compétition économique. Ils disent : « Il faut faire des efforts afin de transformer la lutte inéluctable entre les deux systèmes en une lutte entre deux sortes d'idéologies, en une compétition pacifique, ou bien dans un langage plus facile à comprendre pour les capitalistes, en une concurrence. » Ils vont jusqu'à étendre la coexistence pacifique entre pays des deux systèmes sociaux aux rapports entre classes oppresseuses et classes opprimées, entre nations oppresseuses et nations opprimées, et prétendent qu'elle serait la voie du socialisme pour tous les pays. Ceci s'éloigne totalement de la conception marxiste-léniniste de la lutte de classe. Ce que cela signifie en fait, c'est, sous prétexte de coexistence pacifique, oblitérer la lutte politique contre l'impérialisme et la lutte pour le soutien à la cause de l'émancipation des peuples, oblitérer la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Ils ont rejeté la conclusion de la Déclaration de Moscou de 1957 selon laquelle l'impérialisme américain veut « imposer sous une forme nouvelle le joug colonialiste aux peuples émancipés », ils proclament que l'impérialisme peut aider les pays sous-développés à parvenir à un essor

économique sans précédent et nient, en fait, que le pillage de ces pays relève de la nature même de l'impérialisme, ils disent :

« Le désarmement général et total pourra encore créer des conditions toutes nouvelles pour aider les pays qui sont économiquement sous-développés et qui ont besoin de l'aide des pays plus développés. Même si une petite partie de l'argent économisé par suite de l'arrêt des dépenses militaires des grandes puissances était destinée à aider ces pays, une ère nouvelle proprement dite serait ouverte dans le développement économique de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine ».

Ils ont repoussé la thèse de la Déclaration de Moscou de 1957, affirmant que le mouvement de libération des peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux et la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière des différents pays sont de puissantes forces de notre époque pour la défense de la paix mondiale, et ils ont opposé le mouvement de libération nationale et la lutte révolutionnaire des peuples à la lutte pour la défense de la paix mondiale. Ils disent parfois qu'il faut appuyer la guerre de libération nationale et la guerre révolutionnaire des peuples et cependant, ils ne cessent d'insister sur ce qu'une « guerre éclatée dans les conditions actuelles deviendra inévitablement une guerre mondiale », qu'« une toute petite étincelle peut engendrer une guerre mondiale », et insistent encore et encore qu'ils sont « contre toutes les sortes de guerres ». Cela signifie, en fait, qu'ils ne font pas de distinction entre guerre juste et guerre injuste et que, sous prétexte d'empêcher la guerre mondiale, ils sont contre les guerres de libération nationale et les guerres révolutionnaires des peuples, contre toutes les guerres justes.

Ils ont rejeté la thèse de la Déclaration de Moscou de 1957 sur la double possibilité du passage du capitalisme au socialisme, par la voie pacifique ou la voie non pacifique, et sur ce que « les classes dominantes n'abandonnent pas de bon gré le pouvoir », soulignant unilatéralement « la possibilité réelle toujours plus grande » du passage pacifique, et prétendant que le passage pacifique « est déjà une perspective réelle pour tout un nombre de pays ».

Cette série de vues erronées ne peut qu'amener à cette conclusion : la nature de l'impérialisme a changé, les multiples contradictions irréductibles, inhérentes à l'impérialisme, n'existent plus, le marxisme-léninisme est dépassé, la Déclaration de Moscou de 1957 doit être tenue pour caduque.

Les camarades d'un parti frère qui répandent ces thèses erronées, sous quelque prétexte que ce soit, qu'il s'agisse de « langage diplomatique » ou de « souplesse », ne peuvent dissimuler qu'ils se sont écartés du marxisme-léninisme, des principes de la Déclaration de Moscou de 1957 ; ils ne peuvent rejeter la responsabilité d'avoir créé des divergences dans le mouvement communiste international. Telle est l'origine des divergences qui ont surgi, ces dernières années, dans le mouvement communiste international.

Telle est l'origine des divergences qui ont surgi, ces dernières années, dans le mouvement communiste international.

Et comment les divergences dans le mouvement communiste international ont-elles été mises sous les yeux de l'ennemi ?

Maurice Thorez et d'autres camarades prétendent que le point de départ de l'exposé public des divergences surgies au sein du mouvement communiste international a été « la publication dans toutes les langues par le Parti communiste chinois de la brochure « Vive le léninisme », en été 1960 ». Qu'en est-il vraiment ?

Le fait que les divergences entre partis frères ont été rendues publiques pour la première fois non pas en été 1980, mais à la veille des entretiens de Camp David, en septembre 1959, ou plus exactement, le 9 septembre 1959. Ce jour-là, un pays socialiste, malgré la vérité exposée à plusieurs reprises par la Chine et les conseils prodigués par elle, transmet avec empressement, par son agence de presse officielle, une déclaration sur l'incident frontalier sino-indien. Sans se soucier du vrai ou du faux, cette déclaration exprimait du « regret » à propos des chocs armés à la frontière et, en réalité, critiquait la juste position de la Chine. C'était là, disait-on aussi, quelque chose de « déplorable » et de « stupide ». Pour la première fois dans l'histoire, un pays socialiste blâmait un autre pays socialiste, un pays frère, alors que celui-ci était confronté avec les provocations armées d'un pays capitaliste, au lieu de blâmer les réactionnaires, auteurs de ces provocations ! L'impérialisme et la réaction sentirent aussitôt que des divergences existaient entre pays socialistes et utilisèrent cette déclaration erronée pour semer perfidement la discorde. La machine de propagande de la bourgeoisie l'exploita à fond, disant que la déclaration était « une fusée diplomatique lancée contre la Chine » et que « son ton ressemblait quelque peu à celui d'un père sévère qui réprimandait froidement son fils pour qu'il soit plus sage ».

Après les entretiens de Camp David, certains camarades, dont la tête tournait, sont devenus de plus en plus excessifs dans une suite d'attaques publiques contre la politique extérieure et intérieure du Parti communiste chinois. Ils ont injurié carrément celui-ci, prétendant qu'il « essaye de sonder par la force la stabilité du système capitaliste », qu'« il désire ardemment la guerre comme le coq, le combat ». Ils ont, en outre, pris le Parti communiste chinois à partie pour sa ligne générale de l'édification socialiste, son grand bond en avant et sa commune populaire et ils l'ont diffamé, en répandant qu'il pratique une politique « aventuriste » en fait de direction d'Etat.

Chassant la Déclaration de Moscou de 1957 de leurs pensées, ces camarades se sont longtemps complu à propager leurs vues erronées et à attaquer le Parti communiste chinois. Et ainsi ils ont jeté la confusion au sein du mouvement communiste international, mettant les peuples du monde en danger de se trouver désorientés dans la lutte contre l'impérialisme. Le camarade Thorez se rappelle sans aucun doute qu'à l'époque, *l'Humanité*, organe du Parti communiste français, en vint à tonitruer qu'« entre Washington et Moscou un langage commun a été trouvé, celui de la coexistence pacifique », que « l'Amérique a pris le tournant ».

C'est dans ces circonstances, et en vue de défendre la Déclaration de Moscou de 1957, de sauvegarder le marxisme-léninisme, de permettre aux peuples du monde entier de comprendre notre point de vue sur la situation internationale du moment, que le Parti communiste chinois publia à l'occasion du 90^e anniversaire de la naissance de Lénine les trois articles : « **Vive le léninisme** », « **En avant sur la voie du grand Lénine** », « **Unissons-nous sous le drapeau révolutionnaire de Lénine** ». Il y avait, alors, déjà plus de six mois qu'on nous attaquait ; néanmoins, en discutant dans ces articles les vues erronées allant à rencontre de la Déclaration de Moscou de 1957, nous avons mis l'intérêt de l'unité en première place et dirigé la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme yougoslave.

Maurice Thorez et d'autres camarades prennent le contre-pied de la vérité lorsqu'ils prétendent que les divergences au sein du mouvement communiste international sont devenues publiques avec la parution de ces trois articles.

En mai 1960, il y eut le survol de l'Union soviétique par l'avion-espion américain U-2, et la Conférence de Paris des chefs de gouvernement des quatre puissances avorta. Nous avions espéré que les camarades qui avaient loué si bruyamment le soi-disant esprit de Camp David en tireraient la leçon, renforceraient l'unité entre partis frères et pays frères dans la lutte commune contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme américain. Mais, contrairement à ce

que nous espérions, à la session du Conseil général de la Fédération syndicale mondiale qui se tint début juin 1960 à Pékin, des camarades de certains partis frères ne voulurent pas condamner Eisenhower, propagèrent nombre de vues erronées et, de plus, s'opposèrent aux vues correctes des camarades chinois. L'évolution devient particulièrement grave, fin juin, à la rencontre de partis frères à Bucarest. Là, quelqu'un fit un signe avec sa baguette, et le Parti communiste chinois fut cerné de toutes parts et soumis à une violente attaque-surprise. C'était une grossière violation du principe selon lequel les questions d'intérêt commun doivent être résolues par les partis frères au moyen de consultation. C'était aussi créer un précédent extrêmement malfaisant pour le mouvement communiste international.

Maurice Thorez et d'autres camarades ont parlé de « l'attaque contre le Parti communiste de l'Union soviétique à laquelle s'était livré le délégué albanais » au cours de la rencontre de Bucarest. Mais tous les camarades y ayant participé savent parfaitement que le camarade albanais n'y a attaqué personne. Il s'en est simplement tenu à son propre point de vue, il n'a pas obéi à la baguette, n'approuvant pas les attaques contre la Chine. Aux yeux de ceux qui considèrent les relations entre partis frères comme étant entre « père et fils », le fait que la petite Albanie ait osé désobéir au coup de baguette est évidemment de la témérité, un insolent geste d'insubordination. C'est depuis lors qu'ils ont de la rancune pour les camarades albanais, qu'ils usent contre eux de toutes sortes de moyens indignes et ne leur souhaitent rien moins que la ruine.

Après la rencontre de Bucarest, les camarades qui avaient attaqué le Parti communiste chinois se hâtèrent d'adopter de graves mesures de pression économique et politique. Ils n'ont même pas tenu compte de l'usage international, ils ont renié les engagements pris et déchiré de leur côté les accords et contrats conclus entre pays frères. Ces accords et contrats ne se chiffrent pas par deux ou trois, ni par dizaines, mais par des centaines. La manière indigne dont ils ont fait passer les divergences idéologiques dans le domaine des rapports entre Etats, est en violation complète des règles de l'internationalisme prolétarien et des principes régissant les relations entre pays frères socialistes, tels qu'ils sont définis dans la Déclaration de Moscou de 1957. Loin de faire une autocritique de leurs erreurs, qui tiennent du chauvinisme de grande nation, ces camarades reprochèrent au Parti communiste chinois d' « agir isolément », d'avoir versé dans le « sectarisme », le « scissionnisme », le « communisme national », etc. Est-ce agir suivant la morale communiste ? Or, Maurice Thorez et d'autres camarades connaissent la vérité, mais ils n'ont pas osé critiquer ceux qui ont réellement commis l'erreur de pousser les divergences politiques et idéologiques au point de briser, les rapports entre Etats et ils ont, au contraire, accusé les camarades chinois d'avoir « mêlé les problèmes d'Etat aux questions idéologiques et politiques ». Cette manière de confondre le vrai et le faux, de faire passer le noir pour du blanc et le blanc pour du noir est vraiment déplorable.

Des faits exposés, il ressort clairement que l'aggravation des divergences dans le mouvement communiste international, après la Conférence de Moscou de 1957, est due entièrement au fait que des camarades de certains partis frères ont, sur une série de questions, de plus en plus gravement contrevenu à la ligne commune, adoptée à l'unanimité par les partis frères, et sapé les principes régissant les relations entre partis frères et entre pays frères.

Le dédain du camarade Thorez pour les faits et le travestissement de la vérité auquel il se livre apparaissent aussi de la façon la plus nette dans ses déformations de la Conférence de Moscou de 1960. Il a attaqué le Parti communiste chinois qui, selon lui, « n'approuvait pas la ligne du mouvement ouvrier international » et « créait ainsi une situation difficile » à la Conférence.

Dans l'intérêt du mouvement communiste international, nous ne voulons pas retracer ici par le menu ce qui s'est passé à cette conférence intérieure des partis frères. Nous comptons le faire à

un moment et en un lieu appropriés pour exposer les faits sous leur vrai jour et distinguer le vrai du faux. Il est cependant nécessaire de faire remarquer que le Parti communiste chinois fut l'initiateur même de la Conférence de 1960 des Représentants des Partis communistes et ouvriers du monde entier, et nous avons déployé beaucoup d'efforts pour en amener la convocation. Au cours de cette Conférence, nous nous en sommes tenus à la position marxiste-léniniste, à la Déclaration de Moscou de 1957 et nous nous sommes opposés aux vues erronées des camarades de certains partis frères, et en même temps, dans certaines questions, nous avons fait les compromis estimés nécessaires. Grâce aux efforts communs, faits par les autres partis frères et nous-mêmes, toutes sortes de difficultés ont été surmontées. Et la Conférence put aboutir à des résultats positifs, parvenir à un accord unanime et publier la Déclaration de Moscou de 1960. Ces seuls faits suffisent à mettre à nu les assertions mensongères de Maurice Thorez et d'autres camarades.

Après la Conférence de Moscou de 1960, les partis frères des différents pays auraient dû renforcer l'unité du mouvement communiste international et concentrer leurs efforts dans la lutte commune contre l'ennemi, sur la base de la Déclaration adoptée à l'unanimité. Dans la Résolution du Parti communiste chinois sur la Conférence des Représentants des Partis communistes et ouvriers, adoptée par la neuvième session plénière du Comité central issu du VIIIe Congrès du Parti communiste chinois, en janvier 1961, il est dit que « sans jamais se départir des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, le Parti communiste chinois défendra la Déclaration de cette Conférence, tout comme il a défendu la Déclaration de Moscou de 1957, et déploiera des efforts résolus pour réaliser les tâches communes formulées dans ce document ». Plus de deux ans ont passé depuis, pendant lesquels le Parti communiste chinois n'a jamais failli aux accords communs du mouvement communiste international et s'est efforcé inlassablement de défendre les principes révolutionnaires des Déclarations de Moscou.

Cependant, Maurice Thorez et d'autres camarades ont accusé le Parti communiste chinois d'avoir, après la Conférence de Moscou de 1960, « continué à exprimer des divergences sur des aspects essentiels de la politique élaborée en commun par tous les partis », disant que les positions des camarades chinois sont « préjudiciables aux intérêts de l'ensemble du mouvement ».

Qui donc, après la Conférence de Moscou de 1960, a violé de plus en plus gravement les deux Déclarations de Moscou sur toute une série de questions ?

Les relations soviéto-albanaises se sont encore détériorées peu après la Conférence de Moscou de 1960. Le camarade Thorez a tenté d'en rejeter la responsabilité sur le Parti communiste chinois. Il a même reproché à la Chine de ne pas « user de son influence pour amener les dirigeants du Parti du Travail albanais à une plus juste compréhension de leur devoir ».

Or, le Parti communiste chinois a toujours été pour le règlement des rapports entre partis frères et entre pays frères suivant les principes d'indépendance, d'égalité et l'unanimité de vues par voie de consultations, définis dans les Déclarations de Moscou. Cette attitude a toujours été nôtre pour ce qui est des relations soviéto-albanaises. Nous espérons sincèrement qu'elles s'amélioreraient, et avons fait dans ce sens tous les efforts qu'exige notre devoir internationaliste. Nous avons dit à maintes reprises aux camarades soviétiques que pour améliorer les relations soviéto-albanaises, c'était au plus grand des deux partis et au plus grand des deux pays de prendre l'initiative, qu'il leur appartenait d'aplanir les divergences par des consultations intérieures engagées sur un pied d'égalité ; et, dans le cas où certaines divergences ne pourraient être résolues momentanément, qu'il leur appartenait de faire preuve de patience, plutôt que de prendre quelque mesure pouvant détériorer encore ces relations. Le Comité central du Parti communiste chinois a

écrit à ce sujet au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique en lui exprimant son souhait de voir se résoudre le problème des relations soviéto-albanaises par la consultation.

Mais nos efforts sincères n'ont pas été pris en considération. Et les événements se sont succédés : retrait de la flotte de la base navale de Vlora, rappel des spécialistes envoyés en Albanie, cessation de l'aide à l'Albanie, intervention dans les affaires intérieures albanaises, etc.

Le Parti communiste chinois se sent affligé devant de tels actes qui enfreignent grossièrement les principes régissant les relations entre pays frères. A la veille du XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, les dirigeants du Parti communiste chinois sont de nouveau intervenus, en toute camaraderie, auprès des camarades soviétiques au sujet de l'amélioration des relations soviéto-albanaises. Mais, contrairement à notre attente, il se produisit un grave incident à ce XXIIe Congrès : un parti frère, en l'occurrence le Parti du Travail d'Albanie, y fut attaqué publiquement et nommément, et ainsi fut créé un précédent indigne, celui de l'attaque publique d'un parti frère, au Congrès d'un autre parti frère. En défense des principes régissant les rapports entre partis frères, principes définis dans les deux Déclarations de Moscou, et dans l'intérêt de l'unité face à l'ennemi, la délégation du Parti communiste chinois à ce Congrès manifesta catégoriquement sa désapprobation contre cette façon d'agir qui ne fait qu'affliger les nôtres et réjouir l'ennemi.

Il est regrettable que l'attitude solennelle adoptée par nous nous soit reprochée. Un camarade déclara même : « Si les camarades chinois désirent appliquer leurs efforts en vue de normaliser les relations du Parti du Travail d'Albanie avec les partis frères, il est certain que le Parti communiste chinois peut, mieux qu'aucun autre, contribuer au règlement de ce problème. » Quel est le sens de ces paroles ? Si elles signifient que les camarades chinois doivent être tenus pour responsables de la détérioration des relations soviéto-albanaises, c'est rejeter les responsabilités, c'est imputer ses torts à autrui. Si elles expriment l'espoir que les camarades chinois contribueront à l'amélioration des relations soviéto-albanaises, nous voulons signaler que certains camarades n'ont nullement tenu compte de ce que nous avons suggéré à maintes reprises, qu'ils ont continué à détériorer ces relations et sont allés jusqu'à en appeler publiquement à un changement dans la direction du Parti et de l'Etat albanais, et ces faits enlèvent, en réalité, aux autres partis frères la possibilité de contribuer efficacement à l'amélioration des relations soviéto-albanaises. Après le XXIIe Congrès, à la suite des agissements de ces camarades, les relations diplomatiques entre l'Union soviétique et l'Albanie, pays socialiste frère, furent rompues. N'est-ce pas une preuve convaincante qu'ils n'ont pas le moindre désir d'améliorer les relations soviéto-albanaises ?

Maurice Thorez et d'autres camarades reprochent à la presse chinoise de « diffuser les thèses erronées des dirigeants albanais ». Faisons remarquer que le Parti communiste chinois s'est toujours opposé à l'exposé public des divergences entre nous, mais des camarades d'un parti frère s'obstinent à les rendre publiques et, de plus, prétendent que ne pas le faire est contraire à la position marxiste-léniniste. Lorsque les divergences soviéto-albanaises furent rendues publiques, nous avons publié simultanément certains matériaux des deux parties pour que le peuple chinois fût à même de voir comment se présentaient les choses. Peut-on admettre que des camarades d'un parti frère aient, semble-t-il, le droit d'accuser à volonté, encore et encore, un autre parti frère, d'affirmer que ses dirigeants sont contre le léninisme, qu'ils cherchent à obtenir une aumône de 30 deniers des impérialistes, qu'ils sont des bourreaux ayant du sang sur les mains, etc., tandis que ce parti frère ne serait pas autorisé à se défendre, et que d'autres partis frères ne seraient pas autorisés à publier les matériaux des deux parties en cause ? Ceux qui prétendent « avoir tout à fait raison » ont publié un grand nombre d'articles attaquant l'Albanie, mais craignent mortellement les articles écrits en réponse par les camarades albanais ; ils n'osent pas les

publier et craignent que d'autres ne les publient. Cela démontre uniquement que la raison n'est pas de leur côté et qu'ils ont mauvaise conscience.

Maurice Thorez et d'autres camarades accusent encore le Parti communiste chinois de « transposer dans les mouvements de masse les divergences qui peuvent exister ou surgir entre les communistes », et ils font plus spécialement allusion à la Conférence de Stockholm du Conseil mondial de la Paix, en décembre 1961, où, disent-ils, le Parti communiste chinois s'est efforcé d'« opposer la lutte pour la libération nationale à la lutte pour le désarmement et pour la paix ».

Les faits sont exactement à l'inverse. Ce ne sont pas les camarades chinois, mais les camarades d'un parti frère qui ont porté les divergences entre partis frères dans les organisations démocratiques internationales. Ils ont tenté à maintes reprises d'imposer à ces dernières leur propre ligne erronée, qui est à l'opposé des Déclarations de Moscou. En opposant la lutte pour la libération nationale à la lutte pour la paix mondiale et en dépit du désir des larges masses populaires, que représentent ces organisations démocratiques internationales, de combattre l'impérialisme et le colonialisme, de lutter pour l'indépendance nationale et la défendre, ils voulaient absolument faire de « Tout pour le désarmement » la tâche prédominante et s'efforçaient de colporter l'idée erronée qu'« un monde sans armes, sans armées et sans guerres » peut être réalisé dans les conditions où l'impérialisme et le système d'exploitation continuent à exister. Et ainsi des controverses acerbes surgirent sans cesse dans ces organisations. Des controverses semblables eurent lieu également à la session de Stockholm du Conseil mondial de la Paix en décembre 1961. Là, certains demandèrent aux peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui vivent sous la menace des baïonnettes des impérialistes et des colonialistes, d'« attendre que ces derniers acceptent le désarmement général et total, renoncent à recourir à la force pour réprimer le mouvement d'indépendance nationale et aident les pays sous-développés avec l'argent économisé grâce au désarmement. En fait, ceux-là demandent que, avant la réalisation de tout ceci, les nations opprimées s'abstiennent de combattre l'impérialisme et le colonialisme, de résister à la répression armée des dominateurs colonialistes, sans quoi, selon eux, il pourrait en découler une guerre mondiale qui ferait des millions et des millions de morts. C'est en partant de cette « théorie » absurde qu'ils insultèrent le mouvement de libération nationale et le traitèrent de « mouvement pyramidal de cadavres ». Ce sont ces gens-là, et non pas les camarades chinois, qui ont violé les Déclarations de Moscou.

La crise de la mer des Caraïbes et le conflit frontalier sino-indien sont les deux plus grands événements qui se sont produits ces derniers temps dans la situation internationale. La position adoptée à leur sujet par le Parti communiste chinois est entièrement conforme au marxisme-léninisme et aux Déclarations de Moscou. Et cependant, Maurice Thorez et d'autres camarades y ont vu une occasion de l'attaquer perfidement.

Dans la question de la crise des Caraïbes, Maurice Thorez et les autres camarades reprochent à la Chine de vouloir « pousser à la guerre entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis et de précipiter ainsi le monde dans la catastrophe thermonucléaire ». Les faits confirment-ils l'accusation portée par Maurice Thorez et les autres ? Qu'a fait le peuple chinois au cours de la crise des Caraïbes ? Il a condamné résolument les actes d'agression de l'impérialisme américain. Il a soutenu résolument les cinq exigences du peuple cubain pour la défense de son indépendance et de sa souveraineté. Il s'est opposé résolument à ce qu'une « inspection internationale » soit imposée à Cuba en vertu d'un compromis sans principe. Quel péché avons-nous commis en agissant de la sorte ? Le communiqué du Parti communiste français en date du 23 octobre 1962 n'a-t-il pas également appelé à « se dresser avec vigueur contre les actes bellicistes et provocateurs de l'impérialisme américain » ? Et le même jour, l'Humanité n'a-t-il pas condamné l'« agression pure et simple préparée de longue date contre Cuba » et lancé un appel à tous les peuples pour « renforcer leur

solidarité avec Cuba et intensifier leur lutte » ? Posons la question au camarade Thorez. Votre soutien au peuple cubain et votre lutte contre l'agression américaine peuvent-ils être interprétés également comme susceptibles de précipiter le monde dans la catastrophe thermonucléaire ? Comment se fait-il que la position assumée par vous dans le passé était correcte, tandis qu'elle est un crime pour la Chine qui l'a toujours eue ? La raison en est tout simplement que, obéissant à la baguette, vous avez brusquement changé de position et vous vous êtes mis à parler abondamment de la nécessité de faire des « concessions raisonnables » et un « compromis raisonnable » face aux actes d'agression des Etats-Unis. C'est pour cela que vous avez retourné votre artillerie et déplacer votre point de mire des pirates yankees sur les partis frères qui ont toujours eu une juste position.

Le pire, c'est que des camarades du Parti communiste français ont injurié tous ceux qui s'opposent résolument aux agresseurs américains, les traitant de « héros de la phrase révolutionnaire », les accusant de « se payer de mots », de « spéculer sur l'admiration qu'inspire légitimement à tous les peuples le courage des Cubains ». Certains camarades ont même déclaré : « contre les bombes à hydrogène, le courage seul ne suffit pas » et « gardons-nous d'offrir les poitrines cubaines en holocauste, sur l'autel de la phrase révolutionnaire ». Que signifie tout ceci ? Qui accusez-vous ? Si c'est l'héroïque peuple cubain, c'est simplement honteux. Si vous accusez le peuple chinois et tous les peuples qui combattent les pirates américains et soutiennent Cuba, alors votre « soutien » au peuple cubain n'apparaît-il pas comme n'étant que pur mensonge ? Selon le camarade Thorez et certains autres camarades français, ceux qui ne possèdent pas de bombes à hydrogène et soutiennent Cuba ne font que « se payer de mots » et « spéculer » ; et le peuple cubain, qui n'a pas la bombe H, devrait se soumettre aux pays qui la possèdent, mettre sa souveraineté à l'encan, accepter « l'inspection internationale » et se laisser sacrifier sur l'autel de l'agression impérialiste américaine. C'est là, purement et simplement, la théorie de la loi du plus fort. C'est tout bonnement élever les armes nucléaires au rang d'un culte. Et ce ne sont vraiment pas des propos dignes de communistes.

Nous voudrions dire au camarade Thorez et aux autres camarades que les peuples du monde entier voient clair, que dans la question de la crise des Caraïbes, ce n'est pas nous, mais vous qui avez commis des erreurs. Car vous avez essayé de disculper l'Administration Kennedy, qui a provoqué la crise, en insistant sur le fait qu'il faut croire à la promesse américaine de ne pas envahir Cuba, alors que l'Administration Kennedy elle-même a démenti que les Etats-Unis aient fait pareille promesse. Vous avez pris la défense des camarades qui ont commis deux erreurs à la fois, celle de l'aventurisme et celle du capitulationnisme, et avez pris la défense des empiétements sur la souveraineté d'un pays frère. Et au lieu de la lutte contre l'impérialisme américain, c'est l'opposition au Parti communiste chinois et à d'autres partis marxistes-léninistes que vous mettez à l'avant-plan.

A propos de la question de la frontière sino-indienne, le camarade Thorez et d'autres camarades ont accusé la Chine de n'avoir pas fait preuve du « minimum de bonne volonté » pour régler le conflit. Le reproche est absurde.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler amplement de la position conséquente du gouvernement chinois et des efforts qu'il fait depuis des années pour donner une solution pacifique à la question de la frontière sino-indienne. La situation à la frontière s'est relâchée suite aux sérieux échecs essuyés par les troupes indiennes qui avaient déclenché une attaque de grand style, et du fait que les gardes-frontière chinois ont, sur notre initiative, cessé le feu et opéré un retrait, après avoir riposté victorieusement, en légitime défense. Le différend frontalier sino-indien, qui dure depuis plus de trois ans, a prouvé à suffisance que le gouvernement chinois avait tout à fait raison en menant la lutte qui s'imposait contre la politique réactionnaire du gouvernement Nehru.

L'étonnant est qu'au moment où le gouvernement Nehru provoquait et attaquait un pays socialiste frère, certains, qui se disent marxistes-léninistes, aient abandonné le principe de l'internationalisme prolétarien et adopté une position « neutre ». En fait, ils ont non seulement appuyé la politique antichinoise du gouvernement Nehru, mais lui fournissent encore du matériel militaire. Au lieu de blâmer ces procédés erronés, Maurice Thorez et d'autres camarades les ont qualifiés de « sagesse politique ». Où est donc passé votre marxisme-léninisme et votre internationalisme prolétarien ?

Le camarade Thorez a reproché à de multiples reprises à la Chine que sa politique envers l'Inde faisait le jeu de l'impérialisme. Déjà en 1960, il accusait le Parti communiste chinois de « donner l'occasion à Eisenhower d'obtenir en Inde un accueil qu'il n'eût pas reçu en d'autres circonstances ». Aujourd'hui encore, des camarades français ne cessent de lancer cette même accusation.

Il n'est nullement nécessaire de s'étendre sur le fait, tous ceux ayant un peu de sens politique comprennent qu'un des buts poursuivis par le gouvernement Nehru en provoquant le conflit à la frontière sino-indienne était de répondre aux exigences de l'impérialisme américain et d'en obtenir une aide plus importante. Nous voulons seulement demander au camarade Thorez et à d'autres camarades du Parti communiste français : Est-il possible que vous ayez oublié qu'Eisenhower ne fut pas seulement le bienvenu en Inde, mais qu'il fut chaleureusement accueilli en France aussi ? Comme une partie des élus communistes de la Région parisienne, conseillers municipaux et conseillers généraux, n'avaient pas assisté à la réception donnée en l'honneur d'Eisenhower lors de sa visite à Paris, en septembre 1959, le camarade Thorez les critiqua vivement à une session plénière du Comité central. Voici ce qu'il déclara : « Il faut dire que nous avons considéré comme une faute de ne pas avoir assisté complètement à la réception d'Eisenhower à l'Hôtel de Ville malgré la décision du Bureau politique qui avait voulu que les élus de la Région parisienne, conseillers municipaux et conseillers généraux soient présents. C'était une position erronée. Je l'ai critiquée également dès mon retour (Le camarade Thorez venait de rentrer de l'étranger – N.d.l.R.). Je veux redire que le Bureau politique avait pris une juste décision, mais qu'il n'a pas su en assurer l'application (*L'Humanité*, 11 novembre 1959). Nous aimerions demander au camarade Thorez : Si le Parti communiste chinois doit être blâmé pour l'accueil réservé par Nehru à Eisenhower, qui donc doit être blâmé pour les efforts que lui-même a faits pour avoir tous les élus de la Région parisienne, conseillers municipaux et conseillers généraux, à la réception en l'honneur d'Eisenhower ? Du point de vue de classe marxiste, il n'y a rien de surprenant à ce que Nehru souhaite la bienvenue à Eisenhower, mais lorsque le dirigeant d'un parti communiste fait montre d'un tel empressement pour accueillir le chef de file de l'impérialisme américain et critique aussi sévèrement ses camarades qui n'ont pas assisté à la réception, on ne peut qu'être éberlué.

Dans la question de la crise des Caraïbes et celle de la frontière sino-indienne, la ligne et la politique suivies par des gens qui prétendent « avoir tout à fait raison » se sont révélées une fois de plus comme étant à rencontre du marxisme-léninisme et des Déclarations de Moscou. Néanmoins, ils n'ont toujours pas tiré la leçon qui s'imposait, ni montré le désir de redresser leurs erreurs et de revenir à la voie du marxisme-léninisme et des Déclarations de Moscou. Au contraire, plus furieux que jamais parce que blessés dans leur amour-propre, ils ont glissé plus loin dans la voie de l'erreur et ont monté un contre-courant plus fort encore, qui est dirigé contre le Parti communiste chinois et d'autres partis frères et qui sape l'unité du mouvement communiste international, et ceci pour détourner l'attention du peuple et masquer leurs erreurs.

Plusieurs partis frères d'Europe ont tenu leur congrès de novembre 1962 à janvier 1963. Il en est né une situation indigne, le Parti communiste chinois et d'autres partis frères y ayant été attaqués

ouvertement et nommément, systématiquement et à grande échelle, à la suite de manipulations délibérées. Et au récent Congrès du Parti socialiste unifié d'Allemagne notamment, ce contre-courant, dirigé contre le Parti communiste chinois et d'autres partis frères, et qui sape l'unité du mouvement communiste international, parvint à une plus forte cote. A ce Congrès, certains camarades ont parlé de mettre fin aux attaques, mais, en même temps, ils ont continué à s'en prendre grossièrement au Parti communiste chinois et à d'autres partis frères, et de plus, ils ont essayé de casser la condamnation frappant la clique du renégat Tito. Le double jeu de ces camarades peut-il vraiment faire des dupes ? Evidemment non. Il ne fera qu'étaler le manque de sincérité dont ils font preuve au sujet de la cessation des polémiques et du rétablissement de l'unité.

Il faut souligner tout particulièrement que l'attitude à adopter vis-à-vis de la clique Tito est une importante question de principe. La question n'est pas de savoir comment interpréter la Déclaration de Moscou de 1960, mais de savoir s'il faut la défendre ou la déchirer. La question n'est pas de savoir quelle attitude adopter envers un parti frère, mais quelle attitude prendre vis-à-vis des renégats du communisme. La question n'est pas d'aider les camarades ayant commis des erreurs à redresser leurs erreurs, mais de démasquer et condamner les ennemis du marxisme-léninisme. Fidèle au marxisme-léninisme et à la Déclaration de Moscou de 1960, le Parti communiste chinois n'admettra jamais que l'accord pris en commun par les partis frères soit falsifié ou déchiré, il n'admettra jamais que les renégats soient introduits dans nos rangs et il n'admettra jamais que les principes marxistes-léninistes soient l'objet de marchandages ou que l'on trafique avec les intérêts du mouvement communiste international.

Des faits cités plus haut, on peut voir clairement que ce n'est pas nous, mais des camarades de certains partis frères, qui, dans toute une série de questions, ont enfreint de plus en plus gravement les deux Déclarations de Moscou. Ce n'est pas nous, mais des camarades de certains partis frères qui n'ont pas essayé d'aplanir les divergences entre partis frères sur la base de ces deux documents adoptés en commun et les ont, au contraire, exacerbées. Ce n'est pas nous, mais des camarades de certains partis frères qui ont continué à étaler aux yeux de l'ennemi les divergences entre partis frères et ont attaqué publiquement, nommément et de plus en plus violemment les partis frères. Ce n'est pas nous, mais des camarades de certains partis frères qui opposent leur propre ligne erronée à la ligne commune du mouvement communiste international, exposant ainsi le camp socialiste et le mouvement communiste international au danger de plus en plus menaçant de la scission.

Des faits cités plus haut, on peut voir clairement aussi que Thorez et certains autres camarades du Parti communiste français ont adopté une attitude irresponsable vraiment surprenante au sujet du grave débat qui se déroule actuellement dans le mouvement communiste international. Ils recourent à la duperie, bloquent les nouvelles, escamotent les faits et déforment le point-de-vue du Parti communiste chinois de façon à pouvoir lancer des attaques outrancières contre celui-ci. Ce n'est certainement pas la bonne manière de mener un débat et cela ne témoigne pas d'un sens des responsabilités envers les membres du Parti communiste français et la classe ouvrière française. Si Maurice Thorez et les autres camarades ont le courage d'affronter les faits et croient avoir raison, ils devraient faire connaître au public les matériaux où le Parti communiste chinois expose son point de vue, notamment les articles que nous avons publiés ces derniers temps et qui ont trait aux problèmes en question, afin que tous les membres du Parti communiste français, toute la classe ouvrière française, connaissent la vérité et jugent eux-mêmes ce qui est juste et ce qui est faux. Camarade Thorez et les autres camarades, nous avons publié les propos et les écrits où vous nous blâmez. En ferez-vous autant pour nos écrits ? Aurez-vous cette largeur d'esprit, que doit avoir un homme politique ? En aurez-vous le courage ?

Le camarade Thorez et certains autres camarades du Parti communiste français ont dénaturé les faits et interverti vrai et faux à un degré vraiment étonnant, et cependant ils continuent à se dire des « marxistes-léninistes créateurs ». Voyons donc cet esprit « créateur ».

Constatons qu'avant 1959 Maurice Thorez et d'autres camarades ont fait ressortir très justement que l'impérialisme américain est le chef de file des forces d'agression, condamné la politique d'agression et de guerre du gouvernement américain. Mais la veille des entretiens de Camp David, quelqu'un dit que Eisenhower souhaiterait « dissiper la tension dans les rapports entre États », et Thorez et d'autres camarades rivalisèrent en applaudissements pour Eisenhower et décidèrent que les élus communistes souhaiteraient la bienvenue à ce « messenger de la paix ». C'était là un virage de 180 degrés, sous la baguette.

Constatons aussi qu'en septembre 1959, après que de Gaulle eut publié sa déclaration sur l'« autodétermination » par laquelle il refusait en fait d'admettre l'indépendance et la souveraineté de l'Algérie, le Bureau politique du Parti communiste français fit une déclaration dénonçant à juste titre qu'il s'agissait là d'une « manœuvre purement démagogique ». Le camarade Thorez lui-même affirmait, alors, qu'elle « ne constituait qu'une manœuvre politique ». Mais, un peu plus d'un mois après, un camarade étranger ayant dit que la déclaration de de Gaulle jouait « un rôle important », le camarade Thorez critiquait sévèrement le Bureau politique du Comité central du Parti communiste français, qui aurait « donné une fausse appréciation », et affirmait que la déclaration du Bureau politique avait été « hâtive, précipitée ». C'était là un autre virage de 180 degrés, sous la baguette.

Constatons encore que, dans le passé, Maurice Thorez et d'autres camarades ont condamné à juste titre le programme révisionniste de la clique titiste de Yougoslavie affirmant que celle-ci avait « accepté les subsides des capitalistes américains » et que « ceux-ci les accordent évidemment non pour faciliter l'édification du socialisme ». Mais, dernièrement, quelqu'un a parlé d'« aider » la clique Tito « à reprendre la place qui lui est due dans la grande famille des partis frères » et Maurice Thorez et d'autres camarades se sont mis à parler beaucoup d'« aider la Ligue des Communistes yougoslaves à reprendre sa place dans la grande famille communiste ». C'était là encore un virage de 180 degrés, sous la baguette.

Constatons également qu'il y a un peu plus d'un an, lorsque le Parti communiste chinois s'éleva contre la pratique d'un parti attaquant publiquement à son congrès un autre parti frère, quelqu'un condamna cette position adoptée par nous comme étant une « position non marxiste-léniniste ». Le camarade Thorez affirma alors que les camarades chinois « n'ont pas raison » d'adopter pareille attitude, que cette attitude « n'est pas juste ». Dernièrement, quelqu'un poursuivit les attaques tout en affirmant que la polémique publique devrait cesser, et certains camarades du Parti communiste français suivirent à nouveau le mouvement et dirent que c'était « sage, léniniste ». C'était là encore virer sous la baguette.

Les cas de ce genre sont trop nombreux pour pouvoir être cités tous. Ces virages, effectués au mouvement de la baguette et sans aucune restriction, ne peuvent en aucune façon être considérés comme constituant des relations normales basées sur l'indépendance et l'égalité, qui doivent exister entre partis frères, mais plutôt comme relevant des relations anormales du système patriarcal des temps féodaux. Certains camarades semblent, croire que l'on peut dédaigner complètement les intérêts du prolétariat et du peuple de leur pays, ceux du prolétariat international et des peuples du monde, et qu'il suffit d'emboîter le pas pour que tout marche. Peu leur chaut s'il convient d'aller vers l'est ou vers l'ouest, d'avancer ou de reculer. Pour tout, et en tout, pas d'initiative. Ce qu'un autre dit, ils le répètent mot à mot. Si un autre fait un pas, ils suivent, avec le même pas. Il y a vraiment là une trop grande capacité de faire le perroquet et trop

peu de principes du marxisme-léninisme. Y a-t-il là de quoi se glorifier d'être des « marxistes-léninistes créateurs » ?

Peu importe le nombre d'écrits que le camarade Thorez et certains autres camarades du Parti communiste français publient et accumulent, pour calomnier et attaquer perfidement le Parti communiste chinois ; ils ne peuvent ternir le moins du monde la gloire du grand Parti communiste chinois. Les agissements de ces camarades vont complètement à rencontre du désir de tous les communistes de voir aplanir les divergences et renforcer l'unité, et ils ne sont pas dans la glorieuse tradition de la classe ouvrière et du Parti communiste français.

La classe ouvrière française et le peuple travailleur de France ont de longues et glorieuses traditions révolutionnaires. La classe ouvrière française a posé un brillant exemple pour la révolution prolétarienne dans tous les pays par l'héroïque expérience de la Commune de Paris. L'Internationale, l'immortel chant de combat du prolétariat, dû à un grand combattant et un chanteur génial de la classe ouvrière française, est un retentissant appel aux peuples du monde entier pour qu'ils combattent pour leur émancipation et mènent la révolution jusqu'au bout. Fondé sous l'influence de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le Parti communiste français a réuni un grand nombre des meilleurs fils et filles du peuple français, et mené des luttes opiniâtres, avec la classe ouvrière et le peuple travailleur de France. Pendant le mouvement de résistance au fascisme, le peuple français a, sous la direction du Parti communiste français, enrichi les traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française et fait preuve d'un héroïsme indomptable. Après la guerre, les communistes français ont joué un rôle important dans la lutte pour la défense de la paix mondiale, pour la sauvegarde des droits démocratiques, pour l'amélioration des conditions de vie du peuple travailleur et dans la lutte contre le capital monopoliste. Le Parti communiste chinois et le peuple chinois ont toujours eu la plus haute estime pour le Parti communiste français et la classe ouvrière française.

Le camarade Thorez et d'autres camarades ont souligné à plusieurs reprises que les camarades chinois ont à corriger leurs erreurs. Mais ce sont eux qui ont vraiment besoin de corriger des erreurs, et non pas nous. Dans cet article, nous n'avons pu faire autrement que discuter avec le camarade Thorez et certains autres camarades du Parti communiste français, mais nous espérons sincèrement qu'ils resteront dans la ligne de l'histoire du Parti communiste français et auront à cœur leur propre passé de militants de la cause communiste. Nous espérons qu'ils placeront l'intérêt fondamental du mouvement communiste international au premier plan de leurs préoccupations, qu'ils corrigeront les erreurs incompatibles avec les traditions révolutionnaires du prolétariat français, avec la glorieuse tradition du Parti communiste français, avec leur serment de fidélité envers la cause du communisme et qu'ils reviendront à l'étendard du marxisme-léninisme et aux principes révolutionnaires des deux Déclarations de Moscou.

Le Parti communiste chinois s'en tient comme toujours et sans défaillance à l'unité du camp socialiste, à l'unité du mouvement communiste international, à l'unité des peuples révolutionnaires du monde, et s'oppose à tout ce qui peut nuire à cette unité, qu'il s'agisse de paroles ou d'actes. Nous nous en tenons comme toujours et sans défaillance au marxisme-léninisme et aux principes révolutionnaires des deux Déclarations de Moscou, et nous nous opposons à toutes paroles et à tous les actes contraires à ces principes révolutionnaires.

Il est évidemment difficile d'éviter que des divergences d'une sorte ou de l'autre ne surgissent au sein du mouvement communiste international. Quand elles le font, surtout celles concernant la ligne du mouvement communiste international, le seul moyen de renforcer l'unité du mouvement communiste international, c'est de partir de la volonté d'unité et, par de sérieuses discussions, les éliminer sur la base du marxisme-léninisme. Il ne s'agit pas de savoir s'il faut discuter ou non,

mais par quelles voies et méthodes la discussion sera menée. Nous avons toujours soutenu que les discussions doivent se faire entre partis frères, et non publiquement. Cette position est irréfutable et elle a cependant été attaquée par des camarades de certains partis frères. Et après nous avoir attaqués, nous et d'autres partis frères, pendant plus d'un an, voilà que ces camarades changent de ton et disent qu'ils veulent mettre fin aux polémiques publiques. Nous voudrions leur demander : Admettez-vous ou non, maintenant, que les attaques publiques lancées par vous contre des partis frères étaient une erreur ? Etes-vous prêts ou non à reconnaître cette erreur et à présenter des excuses aux partis frères que vous avez attaqués ? Etes-vous, vraiment et sincèrement, prêts à en revenir à la juste voie des consultations intérieures en toute égalité ?

Afin d'aplanir les divergences et de renforcer l'unité, le Parti communiste chinois a proposé à de nombreuses reprises, et il propose toujours, de convoquer une conférence des représentants des partis communistes et ouvriers de tous les pays, et il est prêt, de concert avec tous les partis frères, à prendre toutes mesures utiles pour créer les conditions nécessaires à la convocation de cette conférence.

Une des mesures préalables à la conférence des partis frères, c'est la cessation des polémiques publiques, qui continuent. Il y a longtemps que le Parti communiste chinois a fait cette proposition. Nous sommes d'avis que, pour ce qui est de cette cessation, les actes doivent être en accord avec les paroles, et qu'elle doit être réciproque et totale. Certains, tout en déclarant vouloir cesser la polémique, continuent à attaquer. Au fond, ils vous interdisent toute riposte après vous avoir roué de coups. Ça n'ira pas. Ce sont non seulement les attaques contre le Parti communiste chinois qui doivent cesser, mais aussi celles dirigées contre le Parti du Travail d'Albanie et d'autres partis frères. De plus, il est absolument inadmissible de tirer prétexte de la cessation des polémiques pour interdire la dénonciation et la condamnation du révisionnisme yougoslave ; ce serait violer la Déclaration de Moscou de 1960 qui fixe pour tâche de poursuivre la dénonciation des dirigeants révisionnistes yougoslaves. Certains veulent maintenant, d'un côté exclure le Parti du Travail d'Albanie, parti frère, du mouvement communiste international, et de l'autre, y introduire la clique du renégat Tito. Nous leur disons en toute franchise que cela ne sera pas.

Une autre mesure à prendre avant la convocation de la conférence des partis frères, c'est le recours aux entretiens entre deux partis ou entre plusieurs partis. Cette proposition a été faite il y a dix mois par le Parti communiste chinois. Nous avons toujours été prêts à avoir des entretiens ayant pour but d'aplanir les divergences et de renforcer l'unité avec les partis frères animés du même désir. En fait, nous avons déjà eu des conversations de ce genre avec nombre de partis frères. Nous n'avons jamais refusé d'engager des entretiens bipartis. Or, par sa déclaration du 12 janvier, le Comité exécutif du Parti communiste britannique a prétendu que le Parti communiste chinois n'a pas accepté la demande de « discussions communes » que lui aurait adressée le Parti communiste de l'Union soviétique. Il a été dit que cette nouvelle fut fournie par un autre parti. Nous devons néanmoins faire remarquer, de la façon la plus nette, qu'il s'agit là d'une pure invention. Nous tenons à réaffirmer que nous sommes prêts à avoir des entretiens et des échanges de vues avec un parti ou des partis frères, quels qu'ils soient, dans le but d'aider à la convocation d'une conférence des représentants de tous les partis communistes du monde.

Les impérialistes, et les impérialistes américains en particulier, intensifient leur politique d'agression et de guerre, ils combattent frénétiquement les partis communistes et le camp socialiste, ils répriment sauvagement le mouvement de libération nationale des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et les luttes révolutionnaires des peuples. Tous les partis communistes, le prolétariat et les peuples du monde entier exigent impérieusement, en ce moment, que l'unité du camp socialiste, l'unité des rangs du communisme international et l'unité des peuples du monde soient renforcées face à l'ennemi commun. Sur la base du marxisme-

léninisme et des deux Déclarations de Moscou, aplanissons les divergences et renforçons notre unité ! Œuvrons ensemble pour renforcer la lutte contre l'impérialisme, pour hâter la victoire de notre cause – la paix mondiale, la libération nationale, la démocratie, le socialisme – et pour réaliser notre grand idéal, le communisme !

UNITE COMMUNISTE -LYON-



Unitecommuniste.fr

Unite.communiste.lyon@gmail.com

Unité Communiste Lyon

[@UniteCommuniste](https://twitter.com/UniteCommuniste)

